

# Linky en route vers une rentabilité confortable

- L'ex-ERDF pose 18.500 compteurs communicants par jour en France.
- La rémunération du distributeur est indexée sur le respect du calendrier et du budget de ce projet de 5 milliards d'euros.

## ÉNERGIE

Véronique Le Billon

@VLeBillon

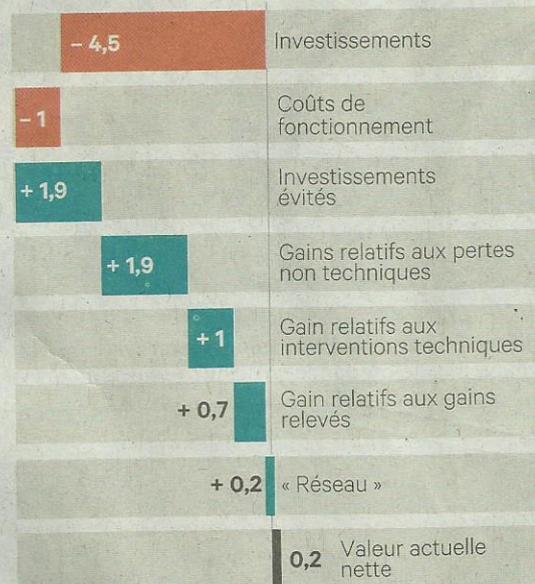
« Stop à Linkysition ». Les slogans étaient incisifs mais les manifestants peu nombreux, mercredi à Paris, contre le grand plan de remplacement des compteurs électriques actuels par Linky, le compteur « communicant » développé par Enedis (ex-ERDF), le distributeur d'électricité. Le déploiement du compteur vert, qui représente un investissement de 5 milliards d'euros, courant sur la période 2014-2021, se poursuit à bonne allure. En début de semaine, 3,47 millions de compteurs Linky étaient posés (dont un peu moins de deux sur trois sont déjà communicants), représentant 10 % des 35 millions d'unités prévues d'ici à 2021. « Nous en posons actuellement 18.500 par jour dans plus de 2.000 communes », indique Bernard Lassus, directeur du programme Linky à Enedis. A partir de juin, ce sera plus de 20.000 compteurs par jour, puis 35.000 à la fin de l'année. »

Alors qu'Enedis proteste contre le niveau du tarif de distribution d'électricité prévu pour ces prochaines années par le régulateur, le rythme de déploiement de Linky, s'il se poursuit comme planifié, devrait permettre au distributeur d'afficher une très bonne rentabilité. Lors de l'élaboration du projet, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) avait estimé que le caractère « exceptionnel » de l'investissement méritait que le distributeur soit « responsabilisé et incité à la bonne réussite du projet ».

Ainsi, alors qu'Enedis a obtenu une rémunération des capitaux investis de 7,25 %, le régulateur y a ajouté pour les compteurs mis en service et pendant leur durée de vie (vingt ans) une prime de 3 points

## Linky : coûts et économies doivent s'équilibrer à l'horizon 2030

En milliards d'euros



– soit 10,25 % au total – « conditionnée à la performance » en matière de respect du calendrier, de coûts d'investissement et de performance du système de comptage. Dans ce contexte, le bon déroulement du projet est stratégique. Non seulement pour Enedis mais aussi pour EDF, qui perçoit de confortables dividendes de sa filiale distribution.

### Des objectifs ambitieux

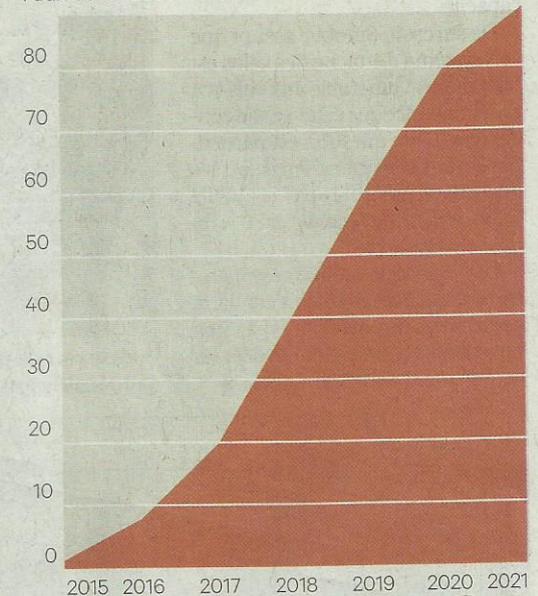
Un premier rendez-vous a été fixé fin 2017 par la CRE, qui prévoit 20 % de compteurs « posés et communicants ». « La CRE nous a donné des objectifs, mais les nôtres sont plus ambitieux. Nous voulons 8,1 millions de compteurs installés à la fin de l'année », explique Bernard Lassus. Enedis a en outre revu à la baisse le coût à terminaison du projet. « On demande à l'opérateur de renouveler

tout le parc et de mettre en place une nouvelle technologie en cinq-six ans, la rémunération est à la hauteur des risques », défend Frédéric Gravot, de la CRE. « Le modèle économique de Linky, ce sont les futures économies censées couvrir le coût du déploiement [la réduction des fraudes, la relève automatique des compteurs, etc., NDLR]. Si elles ne sont pas au rendez-vous, on aura potentiellement une hausse de la facture », pointe en revanche Nicolas Mouchnino, d'UFC-Que Choisir. A ce stade, l'association de consommateurs, qui a lancé un appel à témoignages sur son site, constate toutefois « peu de retours » sur les sujets techniques.

Les six fabricants sélectionnés par Enedis (Sagemcom, Landis & Gyr, Ziv...) pour le premier lot de compteurs ont tous été reconduits dans le deuxième appel d'offres

## Objectif de compteurs posés et communicants

Taux au 31 décembre de l'année, en %



« LES ÉCHOS » / SOURCE : COMMISSION DE RÉGULATION DE L'ÉNERGIE

(pour 13,4 millions d'unités), et un troisième, d'un volume équivalent, sera lancé à l'été. Très automatisée, la production atteint en ce moment 450.000 exemplaires par mois, avec une difficulté : sécuriser la « supply chain ».

« Le marché du composant est terrible, notamment avec l'émergence des véhicules connectés, dit Bernard Lassus. Deux usines de circuits intégrés ont été détruites au Japon par le tremblement de terre et une entreprise de batterie israélienne nous a informés de problèmes de production. » « C'est notre métier de base de traiter ces aléas et les compteurs nous offrent un carnet de commandes à trois ans, ce qui n'existe pas dans les télécoms », relativise Eric Rieul, directeur général de Sagemcom, chargé de l'activité « energy & telecom ». ■

## Bataille juridique dans les villes

Les municipalités hostiles à Linky sont-elles en train de perdre la partie ? Selon la FNCCR, qui représente les collectivités concédantes, 43 des 47 délibérations anti-Linky de communes en phase de déploiement du nouveau compteur ont été retirées, « dont 80 % à la suite d'une demande de la préfecture ». Parmi les communes devant installer Linky ces prochaines années, 230 délibérations négatives ont été recensées, mais 147 ont déjà été retirées.



Sebastien Orrola/RÉA

## Le compteur Linky débarque en masse dans les foyers

Enedis en installe 18.500 par jour. Une prime de performance est à sa portée.

**ÉNERGIE** Le déploiement du compteur Linky, qui représente un investissement de 5 milliards d'euros, se poursuit à bonne allure avec 3,5 millions d'unités déjà posées, soit 10 % du programme prévu d'ici à 2021. Si ce rythme se poursuit, la filiale d'EDF pourrait engranger une prime de performance. Le compteur sera financé in fine par les consommateurs sur leur facture, grâce aux économies générées. // PAGE 22

### EASY

asse OPCVM  
ard Steichen  
Luxembourg  
ommerce et  
° B 202012  
(la Société)

30 GMT+1,  
uxembourg,

es ;  
l'affectation

résolutions  
ompte des  
d'action ne

présentation  
r doit être

ponibles au  
te demande  
uxembourg,

Administration

# Le déploiement de Gazpar va démarrer

**GRDF lancera l'installation à grande échelle de son compteur à gaz le 1<sup>er</sup> mai. 700.000 compteurs seront posés à la fin 2017.**

Après avoir déjà installé 140.000 compteurs Gazpar dans quatre zones-pilotes, GRDF s'apprête à lancer le déploiement à grande échelle de son compteur à gaz communicant. Dès le 1<sup>er</sup> mai, la filiale d'Engie chargée de la distribution du gaz en France va accélérer la pose de Gazpar en investissant progressivement de nouvelles zones (Reims, Amiens, Brest, Toulouse, Saint-Etienne, Metz, etc.). « Nous aurons installé 700.000 compteurs à la fin 2017, avec de 23 à 24 chantiers dans toute la France », indique Patrick Dardoise, directeur du projet chez GRDF. La société, qui soustrait la pose des compteurs, poursuivra ensuite la montée en puissance du chantier, avec 1 million d'installations l'an prochain, puis 2 millions par an, jusqu'à avoir remplacé les 11 millions de compteurs à gaz de l'Hexagone en 2023.

Les zones pilotes équipées depuis le début de 2016 ont permis de roder les processus d'un chantier inédit pour le distributeur. « Elles nous ont aussi confortés dans nos hypothèses de coût, sur lesquelles est basé le modèle économique de Gazpar », poursuit Patrick Dardoise. Alors que les nouveaux compteurs

ont fait l'objet de campagnes d'opposition, le taux de refus a été limité à environ 1 %, « dont les deux tiers se sont finalement laissés convaincre après explications », indique Patrick Dardoise. Les compteurs sont fabriqués par plusieurs fournisseurs : un consortium réunissant Sagemcom et le roumain AEM, l'américain Itron, et un groupe comprenant General Electric et l'allemand Sappel.

### 1 milliard d'euros

Approuvé par la Commission de régulation de l'énergie en 2014, l'investissement est estimé à 1 milliard d'euros, financé par une augmentation du tarif représentant 2 euros par an (pour les clients chauffés au gaz) sur la durée du chantier. Comme pour Linky (lire ci-dessus), le déploiement est soumis à une régulation incitative, prévoyant des bonus et des malus en fonction du respect d'objectifs définis (coûts, calendrier et performance). « Nous serons très vigilants », prévient-on chez le régulateur. Permettant de relever la consommation de gaz à distance via un système radio, deux fois par jour, Gazpar doit aussi générer 850 millions d'euros d'économies d'énergie. « Ayant plus d'information sur leur consommation, les ménages seront incités à une meilleure maîtrise de l'énergie », explique-t-on à la CRE. — A. F.

LES ECROS 24/3/17